

CONGRÈS DES SYNDICATS SOVIÉTIQUES

Le Congrès des syndicats soviétiques s'est tenu à Moscou du 28 octobre au 4 novembre. La grande presse n'y a pas prêté beaucoup d'attention. Cependant il marque une étape importante sur la voie de la destalinisation.

L'événement majeur du Congrès est à notre avis l'adoption de deux amendements. L'un porte principalement sur les statuts des syndicats soviétiques. Il prévoit un élargissement des compétences des Conférences de production introduites dans les entreprises il y a quelques années.

L'agence Tass précise que cet amendement souligne l'importance des conférences de production qui se réunissent d'ores et déjà en permanence et qui doivent se transformer à l'avenir en « organismes agissant de plus en plus activement et devant contribuer au perfectionnement de l'activité des entreprises et du contrôle de la production ».

Le deuxième amendement rend possible aux syndicats la coopération aux travaux législatifs dans le domaine des problèmes du travail, des salaires et de la culture.

Enfin toujours selon l'agence Tass « en vue d'une démocratisation ultérieure de la vie syndicale », est notamment défini le principe « de renouvellement systématique de la composition des conseils et comités syndicaux ». Aux termes de ce texte, à l'occasion de chaque élection syndicale, la composition des conseils et comités devra être renouvelée de 50 % environ ; nul ne pouvant être autorisé dorénavant à présenter sa candidature à plus de deux élections.

Grichine président des syndicats soviétiques dans son rapport, en vient même à parler d'autogestion, comme en jugera le lecteur dans la citation suivante :

« Cependant l'inclusion de nouveaux problèmes dans la sphère d'activité des syndicats, la remise aux syndicats, de fonction de l'Etat, ne signifie pas l'étatisation des syndicats. A l'avenir ils continueront à se développer comme des organisations sociales autonomes, éducatives, groupant les travailleurs des villes et des campagnes. Leur activité prend un caractère véritablement populaire. Le développement de l'Etat socialiste (1) amènera peu à peu sa transformation en autogestion sociale communiste (1) qui associera les Soviets, les syndicats, les coopératives et les autres organisations de masse des travailleurs ».

Il faut rapprocher de ces déclarations l'intérêt que Khrouchtchev a porté aux Conseils ouvriers yougoslaves lors de son dernier voyage à Belgrade.

N'avait-il pas annoncé l'envoi de délégations soviétiques pour étudier les résultats de cette expérience.

Les conceptions administratives de la construction du socialisme sont battues en brèche dans la plupart des Etats ouvriers et l'on recherche les moyens de faire jouer l'initiative des masses réduites en tutelle pendant toute la période stalinienne.

Sans doute faut-il voir dans ces innovations timides moins la volonté de renouer intégralement avec les conceptions de la démocratie socialiste que le sentiment que l'on ne peut plus gouverner l'URSS comme Staline le faisait.

Toujours est-il qu'ils ne répondent plus aux aspirations des masses par la répression, les procès et les tours de vis.

(1). Les termes ne sont évidemment pas employés à bon escient. En effet le socialisme n'est pas achevé en URSS comme prétendent les khrouchtchéviens.

LES ÉTUDIANTS ET LA «GRÈVE»

Le visage du quartier Latin ce vendredi 20 novembre, était pour le moins étrange : déserté par les étudiants en grève depuis lundi, il s'était rempli de policiers de toute espèce : gardiens de la paix, C.R.S., gardes républicains.

On a pu constater que le matériel de ces messieurs était tout à fait moderne (émetteurs radio portatifs à transistors, panier à salade « panoramique », canon à eau monté sur camion, etc...). Modestement le préfet avoue 3 500 policiers.

Ce déplacement unique de forces n'a pas pu cependant empêcher les quelques 10 000 manifestants de se former en plusieurs cortèges, évidemment « mobiles » mais quelquefois très combatifs. Les mots d'ordre étaient « Des Amphibies, pas de canon », « Fouchet démission », « Démocratie » (?).

Cette manifestation, maintenue malgré l'interdiction, était l'aboutissement de la grève qui durait depuis lundi. Les raisons de cette grève sont bien connues : manque de crédits pour l'éducation nationale, manque de locaux et de maîtres, démocratisation de l'enseignement, etc.

Échec ou succès ?

Incontestablement la manifestation a été un succès (il faut tenir compte de la grève et du fait que les étudiants n'ont pu être organisés sur leur lieu de travail). Mais la grève, bien que pratiquement aucun cours n'ait eu lieu, est considérée par beaucoup de syndicalistes comme un échec partiel. Pourquoi ? Ils y attendaient une participation massive des étudiants, une sorte d'occupation de la Sorbonne, des meetings constants, bref une agitation incessante. On devait venir à la grève comme on va au cours. Ceci n'a pas été le cas.

Dans ces conditions se pose le problème de savoir si une grève étudiante d'une semaine était un mot d'ordre juste. Un certain nombre de remarques s'imposent d'abord il est clair que les étudiants ne sauraient calquer leurs actions revendicatives sur le modèle de celles de la classe ouvrière. Indépendamment des conséquences politiques qu'elle peut avoir une grève des travailleurs est un moyen direct et précis d'action sur le patron qui voit ses bénéfices décroître. Les étudiants n'étant pas producteurs de valeur, une grève étudiante est d'abord un appel à l'« opinion publique ». Remarquons que sur ce terrain là le gouvernement gaulliste est fort peu sensible, il l'est certainement bien plus à la menace de « politisation » entraînée par la grève. Dans ce domaine il règne une grande confusion au quartier Latin. Essayons brièvement de comprendre pourquoi.

Staline pas mort. En quelques lignes on ne peut qu'esquisser à très gros traits la situation politique, dont une des caractéristiques est d'être très confuse.

Jusqu'à une certaine période, les étudiants communistes « appliquaient » la ligne du Parti au milieu étudiant, c'est-

à-dire sur le plan tactique immédiat, ils défendaient les intérêts matériels immédiats des étudiants. Aucun lien réel n'était fait entre ces aspects.

On était à la fois sectaire et opportuniste. L'UNEF trop indépendante suscitait une grande méfiance.

A cause de cette carence politique s'est petit à petit développé dans le syndicat lui-même l'idée qu'il fallait proposer des revendications qui mettent en cause le pouvoir (démocratie véritable de l'enseignement, co-gestion de l'université, salaire étudiant). L'envers de la médaille est que les « syndicalistes » pensent évidemment qu'une telle mise en cause du régime ne doit être faite qu'à partir des contradictions propres du milieu étudiant.

Ce milieu étudiant est d'ailleurs très vite transformé plus ou moins implicitement en « classe étudiante », et comme chacun sait qu'une classe sociale doit jouer un rôle dans la production, les étudiants créent de la richesse potentielle. De là la justification du salaire étudiant pour tous...

Cette tendance n'est pas aujourd'hui clairement exprimée, mais elle est à l'origine d'un certain nombre d'actions (grève d'une semaine) et de revendications de l'UNEF (co-gestion de la faculté).

On est donc dans une situation tout à fait paradoxale : le Parti Communiste est partisan d'une politique « très syndicaliste à but très « politique ».

Et l'Union des Étudiants Communistes qui comme chacun sait n'est pas le P.C. que fait-elle ?

Rebutée par le stalinisme, très faible idéologiquement, elle est partie prenante dans cette radicalisation de l'UNEF. Incapable de comprendre les rôles spécifiques du parti et du syndicat, elle n'apparaît pas suffisamment comme pôle d'attraction politique pour les étudiants dont l'horizon est plus vaste que le quartier Latin. La conception stalinienne du « communisme de masse » y est évidemment pour quelque chose.

Cette situation présente pour l'avenir des dangers certains : l'UNEF risque de voir son audience se retrécir, l'U.E.C. se trouvera soumise au feu de la critique du P.C. qui bien que fondamentalement conservatrice (le P.C. trouve en fait la tendance réformiste de l'U.E.C. trop révolutionnaire !) peut avoir certains côtés justes (la tentative d'instaurer une université entièrement cogérée, le salaire étudiant pour tous, sont utopiques et finalement démobilisateurs).

Le syndicalisme étudiant est apparu récemment. Ni les staliens (qui le craignent), ni les réformistes (qui le surestiment) ne peuvent lui donner une véritable signification. Nous reviendrons sur ce problème et essaierons ainsi d'apporter notre contribution à cette nécessaire redéfinition.

R.L.

Un cas typique de social-chauvinisme

Quelques lignes paraissent dans un organe bourgeois ou petit-bourgeois visant à la politique du P.C.F. et le lendemain l'Humanité y consacre soit un article soit une courte note, soit un placard encadré. Mais il faut attendre un mois pour qu'on trouve dans ce journal une tentative de réponse au quatrième des articles parus dans la presse chinoise, intitulé « Des défenseurs du néo-colonialisme », dans lequel se trouvait un long passage consacré à la politique du P.C.F. sur la question coloniale depuis de longues années. Un mois fut nécessaire à Léon Feix, responsable du B.P. pour le travail colonial, afin de répondre à un « article calomnieux » de la presse chinoise, un long mois de travail tant il était difficile de torturer la vérité et ces dix-huit années qui suivirent la fin de la deuxième guerre mondiale, et pendant lesquelles l'impérialisme français fut aux prises avec les Révolutions vietnamiennes et algériennes.

Pourtant l'article chinois avait certaines faiblesses, la principale étant de reprocher à la direction du P.C.F. d'avoir renoncé à une politique de « lutte nationale ». Car, c'est précisément cette politique « nationale » que la direction Thorez se targuait de suivre qui lui fit suivre la plus répugnante, la plus traîtresse des politiques envers les soulèvements des peuples colonisés par l'impérialisme français, c'est précisément au nom d'une politique « nationale » que la direction Thorez se prononça effectivement pour une « véritable Union française » (Fajon, 13 avril 1956), que Feix à la même époque, alors que les Algériens luttèrent les armes à la main pour leur indépendance et pour un Maghreb uni, leur opposait :

« Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union française. » (Cahiers du Communisme).

C'est encore cette politique « nationale » qui a amené la direction du P.C.F. à qualifier Dien-Bien-Phu de défaite, alors que pour tout léniniste digne de ce nom, cette défaite de l'impérialisme français par un peuple en révolte, c'était aussi une victoire pour les prolétaires de France.

Pour faire sa démonstration, Feix remonte à 1932, c'est-à-dire à une époque où le P.C.F., bien que déjà stalinisé, n'était pas encore entré sur la voie de la collaboration avec la bourgeoisie française. Puis il saute à 1939, où, prétend-il, « la grande majorité du mouvement progressiste algérien se trouvait sur des positions réformistes, assimilationnistes. » C'est là une calomnie envers le mouvement algérien dont la très grande majorité était déjà pour l'indépendance. Mais, à cette époque, la direction du P.C.F. identifiait ce mouvement, le P.P.A., au fascisme. Et, elle le faisait encore en mai 1945, quand les masses du Constantinois se soulevèrent et que dans la répression collaborèrent les ministres communistes de l'époque :

« Une délégation commune du P.C.F. et

du P.C.A. a été reçue le 10 mai par le chef du cabinet du gouverneur général. Elle s'est entretenue des provocations des agents intérieurs du Parti Populaire Algérien et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. »

Et quelques semaines plus tard, le délégué du P.C.A. au X^e Congrès du P.C.F. se fit applaudir quand il déclara :

« Ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents, conscients ou inconscients, d'un autre impérialisme. »

Feix écrit maintenant que, dès le 8 novembre 1954, « une semaine après le début de l'insurrection, le B.P. montrait clairement que la seule solution au conflit résidait dans la reconnaissance des revendications nationales du peuple algérien et l'arrêt des opérations militaires. »

L'Humanité oserait-elle aujourd'hui reproduire intégralement la déclaration du B.P. de ce 8 novembre 1954 ?

Voici comment y était présenté ce « début de l'insurrection » :

« Le P.C.F. ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits. »

Feix, fidèle laquais de Thorez, célèbre en lui celui qui vit de bonne heure la « nation algérienne en formation ». La nation algérienne n'avait pas attendu Thorez pour se former, et surtout pas de la façon singulière dont celui-ci voyait ce processus. Gageons que Feix ne reproduira pas ces phrases du discours de Thorez de février 1939 :

« Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites et vous aussi les Musulmans arabes et les Berbères... » ... « des Français et quels Français ! Les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens. »

Pieds-noirs et vous aussi, Arabes, tous Français — elle était idyllique la conception de la nation algérienne chez Thorez !

Contre les « calomnies » des Chinois, relatives au manque de solidarité de la direction du P.C.F., Feix prétend que « la vérité... est dans l'esprit et le cœur des camarades des divers pays aujourd'hui libérés... » En outre, il se permet d'invoquer les « actions de toutes sortes » au cours des années de la guerre d'Algérie.

Dans le cœur des Algériens ? Quelques jours plus tôt, l'Humanité se permettait de traiter de « renégat » le ministre algérien Ouzegane précisément parce qu'il s'était permis de dire devant un public chinois ce qu'il avait « dans le cœur et l'esprit » sur la politique du P.C.F. au sujet de la guerre d'Algérie.

Comment les Algériens pourraient-ils ou-

voir ce qu'un très grand nombre de militants communistes n'a pas oublié, à savoir par exemple que, dans ces « actions de toutes sortes » il y eut le vote des pouvoirs spéciaux par les députés communistes, le 12 mars 1956, vote qui permit d'envoyer le contingent en Algérie et d'y introduire en fait un régime fasciste.

« Actions de toutes sortes » ? Il serait peut-être utile de dresser le tableau de ceux qui furent exclus du P.C.F. pour avoir apporté leur aide pratique au F.L.N.

Les dirigeants du P.C.F., sous la plume de Feix, constatent que « les dirigeants du P.C. chinois reprennent contre le P.C.F. beaucoup des attaques auxquelles ce dernier eut à faire face durant les quinze dernières années. » On ne pouvait mieux montrer là où le bât blesse Thorez et compagnie. Pendant ces quinze dernières années, la critique ne venait que d'une petite minorité au sein du mouvement ouvrier français et à la périphérie de ce mouvement. Une minorité qu'il fut très commode de calomnier. Aujourd'hui, face aux attaques identiques du P.C. chinois, on donne des explications vagues : pas de « gestulation verbale qui nous aurait coupés des larges masses... il fallait procéder par allusions, pour maintenir les possibilités légales... » Comment Feix expliquera-t-il que le vote des pouvoirs spéciaux était une manifestation en faveur de l'indépendance de l'Algérie, une manifestation par allusion peut-être pour maintenir les possibilités légales du parti ?

On comprend que la direction Thorez mesure « le danger... des agissements de la direction du P.C. chinois. »

Pour terminer, il nous faut soulever une critique qui ne se trouve pas chez les Chinois, mais qui a d'autant plus d'importance que la direction du P.C.F. essaye aujourd'hui de minimiser les transformations sociales qui s'opèrent en Algérie.

Faut-il rappeler que, pendant toute la guerre d'Algérie, la direction du P.C.F. n'a jamais employé le terme de révolution algérienne utilisé par les dirigeants algériens ? Faut-il rappeler qu'encre au moment des accords d'Evian, quand le F.L.N. adoptait le Programme de Tripoli, la direction du P.C.F. le trouvait trop avancé et dénonçait l'idée d'une Algérie socialiste comme une utopie ? Faut-il rappeler que l'un des principaux arguments employés dans les assemblées du P.C.F. pour ne pas aider la lutte des Algériens comme tant de militants communistes le désiraient, c'était qu'il s'agissait non d'un mouvement de libération sociale, puisqu'il n'était pas dirigé par le P.C.A., mais un simple mouvement de libération nationale.

Autant il serait négatif de ne pas voir le tournant effectué par cette direction depuis quelques mois, autant il serait dangereux d'oublier le fond de sa politique. Aujourd'hui elle se voit contrainte, certes, de reconnaître la Révolution algérienne, mais elle refuse d'en considérer la valeur d'exemple et le caractère décisif de l'autogestion pour l'Algérie et pour l'ensemble du mouvement révolutionnaire. Notamment elle refuse encore et toujours une défense conséquente de cette révolution, une popularisation large de ses réalisations, car ceci irait à l'encontre de sa pratique réformiste en France et de son bureaucratisme stalinien.

Carence théorique, carence politique, trahison pendant des années, pour voler au dernier quart d'heure au secours de la victoire, telle fut la ligne de la direction Thorez. Les Chinois, si l'on peut leur reprocher quelque chose sur ce passage de leur article, c'est de n'y avoir pas mis toute la dose nécessaire pour condamner cette ligne et cette direction.

Pierre FRANK.

21 novembre 1963.